

Santé et pauvreté : entre l'héroïsme et la dépression

Un texte de Marie-France Raynault – 2004

Comme beaucoup d'autres médecins, j'ai grandi dans le milieu de la petite bourgeoisie canadienne-française, sous l'œil attentif d'une mère informée, elle-même supervisée par le pédiatre de la famille. Je connaissais de la pauvreté ce que l'Église catholique voulait bien en dire, assez mince bagage pour une pratique débutée en milieu défavorisé.

J'ai eu beaucoup à apprendre. Après cinq ans de travail, j'ai enfin compris que le manque d'argent cause un stress chronique qui sape toutes les énergies. Et il en faut de l'énergie à 17 ans pour s'occuper seule d'un enfant normal, imaginons ce que demande un enfant malade d'otites à répétition... Entre l'héroïsme et la dépression, les mères pauvres naviguent dans un monde exigeant. La télévision leur montre ce qu'elles n'auront pas. La radio des lignes ouvertes les accable. Parfois les miracles arrivent, par l'entremise des groupes communautaires ou des services publics, miracles souvent fragiles.

La pauvreté ne vient pas toute seule. Un enfant pauvre risque davantage d'être malade, bien sûr, mais aussi d'avoir des problèmes scolaires, de décrocher de l'école, d'accoucher à l'adolescence, de se retrouver en situation de pauvreté à l'âge adulte et de mourir jeune. On sait maintenant que les privations précoces s'inscrivent dans la biologie des enfants et entraînent des conséquences à long terme aussi surprenantes qu'une augmentation du diabète ou des maladies cardiovasculaires.

Est-ce que la vie doit être aussi dure pour les familles pauvres? « Il y aura toujours des pauvres parmi vous. » C'était peut-être vrai il y a 2000 ans. Au 21^e siècle, nous avons maintenant le choix du niveau de pauvreté dans nos sociétés. Parmi les pays de l'OCDE, ce niveau n'a rien à voir avec la richesse collective. Le pays le plus riche du monde, les États-Unis d'Amérique, a le taux de pauvreté des enfants le plus élevé de 17 pays occidentaux : 21,9 % selon Unicef 2000. Cette même source nous apprend que 34,1 % de ces enfants ne termineront pas leur secondaire et que 40 % des filles pauvres auront une grossesse avant d'atteindre leur majorité.

Ici, au Canada, nous faisons mieux, c'est certain. Nous nous complaisons cependant dans la contemplation des politiques sociales canadiennes, si différentes nous semble-t-il des politiques américaines... Pourtant, avec 16,3 % de pauvreté infantile, le Canada se classe en douzième place sur 17, en compagnie des autres pays anglo-saxons et de l'Italie, dépassés par des pays que nous considérons moins favorisés, comme la Grèce ou l'Espagne. Si nous détournions les yeux de nos voisins du Sud, nous serions à même de constater que la lutte à la pauvreté infantile a été gagnée dans plusieurs pays européens et est en voie de l'être sur le reste de ce continent.

Qu'est-ce qui caractérise par exemple, un pays comme la Suède dont les taux de pauvreté infantile sont huit fois moindres qu'au Canada? Le modèle nordique qu'elle partage avec les autres pays scandinaves privilégie la recherche d'équité, équité entre les familles et les célibataires, entre les hommes et les femmes, entre les handicapés et les bien portants. On croit, par exemple qu'une famille avec de jeunes enfants ne devrait pas être pénalisée économiquement. Par opposition, au Canada, le « double income, no kids » est garant d'un niveau de vie supérieur. Pour aider les familles, et particulièrement les familles monoparentales, la Suède leur assure des allocations familiales généreuses, une aide au logement ainsi

que de longs congés parentaux. Elle favorise la syndicalisation massive des travailleurs ce qui, par divers mécanismes, garantit une sécurité du revenu dans les périodes économiques difficiles.

Ce soutien de l'État n'est pas seulement dirigé vers les familles les plus pauvres; il s'agit de politiques qui profitent à tout le monde, à un moment ou à un autre du cycle de vie. Une famille recevra un soutien important pour ses enfants en bas âge mais devra contribuer davantage lorsqu'ils auront quitté la maison. Les Scandinaves sont convaincus que la classe moyenne défendra plus facilement des mesures dont elle bénéficie par opposition à des programmes qui ciblent uniquement les personnes pauvres. On peut faire un parallèle au Québec avec le système de santé dont on attend l'efficacité et l'excellence. Les classes sociales favorisées sont ordinairement plus revendicatrices et plus écoutées, ce qui assure la qualité des services dont elles bénéficient.

Que font par contre les pays anglo-saxons comme le Canada, qui tolèrent des niveaux beaucoup plus élevés de pauvreté infantile? Ils croient que le marché représente la solution à tous les problèmes sociaux et qu'une abondance de richesse redescendra en cascade vers les populations les plus défavorisées. L'aide de l'État ne doit être que minimale sous forme d'un mince filet de sécurité, en attendant que la création d'emploi élimine la pauvreté. Force est de constater que cette approche a été un échec jusqu'ici et que la lutte à la pauvreté doit obligatoirement passer par des dépenses publiques importantes, non seulement au chapitre du soutien au revenu, mais aussi dans la création et le maintien de politiques familiales, de logement et d'éducation tout au long de la vie.

Les adversaires du modèle social-démocrate (ils sont légions dans les tribunes politiques ces jours-ci) agitent l'épouvantail des impôts élevés et de la fuite des entreprises et des cerveaux. À cela, on peut répondre que la Suède est très compétitive sur le plan international et que sa croissance économique est enviable. Comment pourrait-il en être autrement? En ce siècle où on vante l'économie du savoir, les ressources humaines d'un pays ne sont-elles pas son plus grand atout?

Nous pouvons donc vraiment choisir de faire du Québec et du Canada des sociétés sans enfants pauvres, des sociétés qui prendraient soin des mères et des familles avant qu'on les retrouve dans une myriade de services sociaux et de santé tous plus débordés les uns que les autres. Ce choix ne peut être que politique : gardons nos services publics et accessibles, élaborons une vraie politique familiale, investissons dans le potentiel des personnes. Contrairement à ce que certains veulent nous faire croire, notre société ne sera pas trop généreuse ou déviante, elle ne fera que rattraper le retard que nous avons pris à éliminer la pauvreté des enfants et son cortège de souffrances.